



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE PORTES DE NORMANDIE
215 Route de Paris
27 000 Evreux

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

**Installation, exploitation et maintenance de distributeurs automatiques –
Boissons chaudes et froides et produits alimentaires**

Contrat N°CCIPN-2025-AOT-001

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PARTIES AU CONTRAT	3
ARTICLE 2 - OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE	5
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 4 - PRIX.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 5 - MODALITES DE PAIEMENT.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 6 - PENALITES	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 7 - MODALITES D'EXECUTION	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 8 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 9 - GESTION ET SUIVI DU CONTRAT	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 10 - MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 11 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE – GARANTIE - ASSURANCES	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 12 - CESSION DU MARCHE	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHE	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 14 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 15 - LITIGES	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-Travaux.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 17 - SIGNATURE DE L'ENTREPRISE	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 18 - ACCEPTATION DE L'OFFRE - SIGNATURE DE L'ACHETEUR (article réservé à l'acheteur)	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1 - PARTIES A LA CONVENTION



1.1. La personne publique

Chambre de Commerce et d'Industrie Portes de Normandie, ci-après « CCI Portes de Normandie » ou « CCIPN »,

215, route de Paris

27 000 Evreux

SIRET : 130 021 793 00026



<https://www.portesdenormandie.cci.fr/>

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public national

Représentant de la personne publique

M. Jean-Michel COSTASEQUE, Président, ou son délégataire, Mme Delphine WAHL, Directrice Générale.

Personne habilitée à donner les renseignements

Monsieur le Président de la CCI Portes de Normandie

Comptable assignataire

Monsieur le Trésorier de la CCI Portes de Normandie

Agissant pour :

son propre compte



1.2. Le bénéficiaire de l'autorisation

L'ENTREPRISE	
Nom de l'entreprise	
Adresse de l'établissement	
Adresse du siège social (si différente)	
Adresse électronique du référent	
Adresse électronique complémentaire (optionnel)	
N° de téléphone	

N° de SIRET ¹	
PME (Oui / Non)	
Signataire (M. / Mme NOM Prénom)	
Qualité du signataire	<input type="checkbox"/> représentant légal de l'entreprise, <input type="checkbox"/> représentant ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise (<u>à fournir</u>).
Engagement à exécuter les prestations sur la base de son offre	<input type="checkbox"/> pour son propre compte <input type="checkbox"/> pour le compte de l'entreprise dénommé ci-dessus
Représentant du titulaire durant l'exécution de la convention	
NOM Prénom	
Fonction	
N° de tel	
Adresse électronique	

Il est expressément convenu et arrêté que :

- La présente convention est conclue à titre strictement personnel, en considération de la qualité du Bénéficiaire. Toute cession, sous-location ou transfert des droits conférés par la présente convention est strictement interdite, sous peine de résiliation immédiate pour faute.
- Les espaces concernés étant situés sur le domaine public, l'autorisation d'occupation ne confère au Bénéficiaire aucun droit de propriété commerciale, ni aucun droit au maintien dans les lieux, au renouvellement de l'autorisation ou à indemnité en cas d'éviction. Le Bénéficiaire reconnaît expressément la précarité de son droit d'occupation et le caractère révocable de l'autorisation.

Les parties conviennent de conclure la présente convention d'occupation temporaire du domaine public, régie par les articles L.2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, et par les clauses et conditions particulières suivantes.

¹ Les entreprises étrangères indiquent, s'il en existe un, leur numéro d'inscription dans le registre public concerné.

ARTICLE 2 - OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA CONVENTION



2.1 Objet de l'autorisation

La présente autorisation a pour objet l'installation et l'exploitation de distributeurs de boissons chaudes et froides et de denrées alimentaires diverses, destinés au personnel et visiteurs de la CCI Portes de Normandie.

Les pièces constitutives de la convention sont les suivantes :

- La **présente convention**, renseignée et signée par l'ensemble des parties (commune aux deux lots) ;
- Le **cadre de réponse financier** dûment complété ;
- Le **cadre de réponse technique** dûment complété ;
- Le **cadre de réponse environnemental** dûment complété.

2.2 Allotissement

La présente autorisation est allotie de la façon suivante :

- Lot n°1 : Installation, exploitation et maintenance de distributeurs automatiques – Boissons chaudes et froides, confiseries, snacking ;
- Lot n°2 : Installation, exploitation et maintenance de distributeurs automatiques – Produits frais.

2.3 Durée de l'exploitation

Chacun des lots est conclu pour une occupation de 3 ans à compter de la date de notification de la convention. Ils pourront être reconduits tacitement une fois pour une période de 3 ans, soit une durée maximale de 6 ans.

Conformément au code général de la propriété des personnes publiques, cette autorisation est révocable et peut être suspendue ou retirée à tout moment par la CCI Portes de Normandie.

Les distributeurs devront être opérationnels le 1^{er} septembre 2025.

2.3 Emplacements mis à disposition et conditions d'exploitations

2.3.1 Désignation des emplacements

Les distributeurs devront être adaptés à chaque emplacement. Préalablement à leur installation, le prestataire a obligation de s'assurer que les caractéristiques du ou des appareils permettent son installation à l'emplacement prévu, notamment en termes de dimensions (hauteur/largeur/profondeur). L'appareil ne doit entraîner aucune gêne pour la circulation des personnes, la sécurité ou l'utilisation de l'appareil. La CCI pourra demander le retrait de tout appareil présentant une entrave à la circulation ou un problème de sécurité.

Les emplacements attribués sont susceptibles d'évoluer au cours de l'autorisation accordée, notamment dans le cadre de projets d'aménagements qui pourraient intervenir.

Lors de l'implantation des appareils, le titulaire devra prévoir en fonction de la qualité du revêtement existant (sol plastifié notamment), l'installation de tapis protecteurs ainsi que la mise en place de bacs à déchets qui devront être soumis, pour des raisons de sécurité et de sûreté, à l'agrément préalable de la CCI. Le nettoyage de ces bacs est à la charge du titulaire. Le vidage quotidien des gobelets sera effectué par la CCI.

Lot 1 :

➤ Hôtel consulaire – 215 route de Paris à Evreux (27) :

Type de distributeur :	Emplacement :	Quantité :
Distributeurs de boissons chaudes	Espace Conférence	1
Distributeur mixte boissons fraîches/confiserie/snacking Point de recharge de clé par CB	Espace conférence	1
Fontaines à eau (eau réfrigérée / eau tempérée / eau chaude)	Espace conférence	1
	Couloir Pépinière RDC	1
	Office 1 ^{er} étage	1
	Office 2 ^{ème} étage	1
Machine à café à grain - 50 tasses	Mise à disposition office traiteur	1
Machine à boissons chaudes à grain jusqu' à 200 tasses + meuble	Cafétéria Pépinière d'entreprises	1

➤ Hôtel d'Entreprises – 215 route de Paris à Evreux (27) :

Type de distributeur :	Emplacement :	Quantité :
Distributeurs de boissons chaudes	Espace restauration RDC	1
Fontaines à eau (eau réfrigérée / eau chaude)	Espace restauration RDC	1
	Espace d'attente 1 ^{er} étage	1
Machine à café à grain - 50 tasses	Mise à disposition office traiteur	1
Machine à boissons chaudes à grain jusqu' à 200 tasses + meuble	Espace d'attente 1 ^{er} étage	1

➤ Centre de Formation – 461 rue Henri-Becquerel à Evreux (27) :

Type de distributeur :	Emplacement :	Quantité :
Distributeurs de boissons chaudes	Salles restauration	3
Distributeur de boissons fraîches	Salles restauration	2
Distributeur de sandwiches/plats / confiserie	Salles restauration	1
Fontaines à eau (eau réfrigérée /eau chaude)	Couloir 14	1
Fontaine à eau (eau tempérée/eau réfrigérée, eau chaude)	Salles restauration	2

➤ Centre de Formation – 7 rue du chantier à Evreux (27) :

Type de distributeur :	Emplacement :	Quantité :
Distributeurs de boissons chaudes	Accueil RDC	2
Distributeur de boissons fraîches	Salle restauration	1
Distributeur de sandwichs / plats / confiserie	Salle restauration	1
Fontaines à eau (eau tempérée/eau réfrigérée, eau chaude)	Salle restauration Accueil RDC	1 1

Lot 2 :

➤ Hôtel d'Entreprises – 215 route de Paris à Evreux (27) :

Type de distributeur :	Emplacement :	Quantité :
Distributeurs de produits frais (de type frigo connecté)	Espace restauration RDC	1

➤ Centre de Formation – 461 rue Henri-Becquerel à Evreux (27) :

Type de distributeur :	Emplacement :	Quantité :
Distributeurs de produits frais (de type frigo connecté)	Salle restauration	1

➤ Centre de Formation – 7 rue du chantier à Evreux (27) :

Type de distributeur :	Emplacement :	Quantité :
Distributeurs de produits frais (de type frigo connecté)	Salle restauration	1

Le bénéficiaire de l'autorisation respectera la destination des emplacements attribués et ne pourra modifier tout ou partie de cette destination sans l'accord préalable de la CCI.

Pendant la durée de la convention, la création d'emplacements supplémentaires sur de nouveaux sites ou le retrait d'emplacement est possible. Ces évolutions non substantielles feront alors l'objet d'un avenant à la présente convention d'occupation du domaine public établie initialement.

Le matériel reste la propriété insaisissable et inaliénable de l'Occupant.

Le bénéfice de la présente convention est à usage exclusif du titulaire et ne peut pas faire l'objet :

- D'une cession que ce soit à titre gracieux ou onéreux à un tiers ;
- D'une sous-traitance, même partielle.

2.3.2 Opérations de travaux

La CCIPN s'engage à informer l'Occupant de tout projet de travaux ou réaménagement dès qu'elle en a connaissance. Le titulaire devra être en mesure de répondre aux nouvelles attentes de la CCI. Le titulaire ne pourra refuser le déplacement des distributeurs.

Les frais éventuels engendrés par ces opérations sont à la charge de l'Occupant.

Toutefois, des opérations de travaux de mise à disposition des raccordements à l'eau et à l'électricité peuvent-être réalisés par l'Acheteur sous réserve d'une demande écrite détaillée préalable.

2.3.3 Mises à disposition des fluides

Les services de la CCIPN assurent à l'Occupant la mise à disposition des fluides nécessaires à l'exploitation de l'ensemble des distributeurs (eau, électricité).

L'installation et le raccordement des appareils seront à la charge de l'Occupant, ainsi que tous travaux de réparation en cas de dommage.

2.3.4 Mesures de sécurité, conditions d'accès aux sites et fermeture des locaux

L'Occupant communique à la CCIPN la liste avec les noms et prénoms des intervenants sur site. Une liste mise à jour est communiquée par l'Occupant autant de fois que nécessaire aux Responsables des Services d'exploitation et de maintenance.

Le personnel destiné à intervenir dans les locaux doit être en mesure de justifier à tout moment par un document officiel, son appartenance à la société de l'Occupant.

L'accès du personnel de l'Occupant aux sites de l'Acheteur s'effectue conformément aux règles de sécurité imposées par le règlement intérieur du lieu d'implantation des distributeurs. Le personnel de l'occupant ne peut circuler dans les locaux de l'Acheteur en dehors des sites où son intervention est requise. L'Acheteur se garde le droit de refuser sans justification l'accès de ses sites au personnel de l'Occupant.

Des modalités complémentaires d'accès à certains sites sont susceptibles d'être définies postérieurement à la notification de la convention. Le personnel de l'Occupant doit s'y conformer.

L'Occupant est tenu d'accepter toute modification d'horaire ou toute décision exceptionnelle de fermeture pour quelque cause que ce soit sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

Les jours et horaires de livraison s'effectuent en tenant compte des contraintes de fonctionnement des différentes entités de l'Acheteur au sein desquelles sont installés les distributeurs.

Les livraisons s'opèrent impérativement pendant les heures d'ouverture au public.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES ET MAINTENANCE DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

3.1 Caractéristiques techniques des distributeurs

Le candidat retenu sera autorisé à exploiter différentes les catégories de distributeurs automatiques suivantes :

Lot 1 :

- Distributeurs automatiques de boissons chaudes ;
- Distributeurs mixtes de boissons fraîches, confiserie, snacking ;
- Distributeurs de boissons fraîches ;
- Distributeurs de confiseries, snacking.
- Machines à boisson chaude à grain sur meuble

A ceci s'ajoute les machines suivantes :

- Fontaines à eau : froides, chaudes ;
- Machine à café à grain ;

Lot 2 :

- Distributeurs de produits frais (de type frigo connecté).

S'agissant des distributeurs de boissons chaudes, l'option sans gobelet est obligatoire pour l'ensemble des sites concernés par les prestations. Elle devra donner lieu à une réduction du prix des produits.

S'agissant des fontaines à eau, elles seront en libre-service. Elles seront installées et entretenues par le prestataire à titre gracieux. Aucun frais de location ne sera facturé à la CCI.

Les distributeurs automatiques installés par le bénéficiaire doivent :

- Être neufs ou en très bon état de marche et de présentation ;
- Respecter l'ensemble des normes sanitaires, d'hygiène et de sécurité en vigueur ;
- Pouvoir être raccordés aux réseaux d'eau et d'électricité au moyen de raccordements standards aux normes nationales ;
- Être simples d'utilisation et permettre une sélection rapide et claire des produits ;
- Comporter un affichage bien visible des prix et modes de paiement ;
- Permettre le paiement sans contact, et avec badge sur demande des utilisateurs ;
- Pour les distributeurs offrant la possibilité de paiement par monnaie, rendu obligatoire de la monnaie et capacité suffisante pour ne pas se retrouver sans rendu de monnaie entre deux interventions du titulaire ;
- Afficher un numéro de téléphone ou une adresse mail à contacter en cas de problème.

Le bénéficiaire de l'autorisation veillera à proposer du matériel solide et renforcé dans les lieux ouverts aux étudiants afin d'éviter tout vol ou acte de vandalisme.

3.2 Caractéristiques particulières

S'agissant **du lot n°2**, les distributeurs de produits frais devront prendre en charge les cartes restaurant.

Par ailleurs, **s'agissant également du lot n°2** et plus spécifiquement des centres de formation, l'Occupant devra avoir la capacité de proposer un système de gestion des comptes-clients pour permettre aux étudiants d'acheter des produits frais via les **distributeurs automatiques de produits frais**, et ce **tout en bénéficiant d'une subvention/journalière de 3 €** offerte par leur OPCO (Opérateur de Compétences) dans le cadre de leur formation professionnelle.

3.3 Entretien et hygiène des équipements

3.3.1 Entretien des équipements et des emplacements

Le bénéficiaire de l'autorisation veillera à l'entretien et à la bonne tenue des emplacements, des équipements et de leurs abords immédiats. Il est tenu à une obligation de résultat et procède au nettoyage (intérieur et extérieur) et à l'entretien courant des distributeurs afin de maintenir les distributeurs dans un bon état de propreté.

Le bénéficiaire de l'autorisation veillera à l'évacuation de ses propres déchets autres que ceux contenus dans les poubelles installées à proximité des distributeurs automatiques, qui sont à la charge de la CCIPN.

Enfin, le bénéficiaire de l'autorisation veillera à ne pas causer de nuisances sonores ou olfactives notamment pour le bon déroulement des activités de la CCIPN.

3.3.2 Analyses bactériologiques

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de procéder, par un laboratoire agréé et à ses frais, au contrôle de la qualité, ainsi qu'à un contrôle bactériologique, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. Il doit obligatoirement transmettre les résultats au représentant de la CCIPN dans un délai de 15 jours à compter de la réception des résultats.

3.4 Maintenance et gestion des pannes

Le bénéficiaire de l'autorisation assurera la maintenance technique courante de l'ensemble des distributeurs et assure un fonctionnement en continue du matériel. Les frais de maintenance d'entretien, de réparation et de remplacement des pièces ou du matériel sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation.

En cas de dysfonctionnement, le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à intervenir dans un délai maximal de 24h à compter de la réception du signalement de la panne effectué par le représentant de la CCIPN par tout moyen permettant d'attester de date et heure certaines. En cas d'immobilisation pressentie de plus de 3 jours ouvrés, le bénéficiaire de l'autorisation procèdera au remplacement temporaire du matériel défectueux par un distributeur équivalent, ou à un remplacement définitif si besoin.

En cas de remplacement définitif nécessaire du matériel, le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à remplacer le matériel dans un délai maximum de 15 jours.

Afin d'assurer une identification fiable et rapide, le bénéficiaire de l'autorisation affiche clairement sur chaque distributeur, l'adresse mail de contact ainsi que le numéro d'identification.

3.5 Approvisionnement

Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à assurer un approvisionnement permanent des appareils par une gamme variée de produits conformes aux propositions formulées dans son offre et dont il garantit l'état de fraîcheur.

L'intervenant dans les locaux de la CCI devra être clairement identifié (logo de la société et carte d'identité). Il ne pourra intervenir que sur les horaires d'ouverture des différents sites.

En conséquence, la gestion du réassort des produits mis en distribution doit être organisée de manière à éviter toute rupture de stock. Les jours et horaires d'interventions dédiés à l'approvisionnement des appareils sont déterminés en lien avec le représentant de la CCIPN.

Lors des opérations d'approvisionnement, le bénéficiaire de l'autorisation procède à un contrôle régulier des dates de péremption des produits et, le cas échéant, au remplacement des produits périmés ou proches de l'échéance de la date limite de consommation.

Les consommables, tels que gobelets, agitateurs et/ou cuillères sont fournis par le bénéficiaire de l'autorisation. Ils sont conformes, par leur composition, aux règlements sanitaires et alimentaires en vigueur.

ARTICLE 4 – OFFRE DE PRODUITS

4.1 Caractéristiques des produits proposés

Le candidat devra proposer une gamme de produits variés, connus du grand public, s'appuyant sur des marques et/ou des labels officiels :

Lot 1 :

Type de distributeurs	Contenu de produits à la vente
Distributeurs boissons chaudes	<p>Sélection au choix de boissons chaudes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Café en grain (long et court) ▪ Café en grain bio (long et court) ▪ Café décaféiné ▪ Café décaféiné bio ▪ Café au lait ▪ Cappuccino ▪ Thé (2 choix minimum) ▪ Boissons chocolatées, ▪ Soupe tomate/basilic ▪ Tout autre produit que le prestataire pourra proposer
Distributeurs mixtes de boissons fraîches, confiserie, snacking	<p>Sélection au choix de boissons fraîches en canettes et/ou en bouteilles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Jus de fruits 100% fruits Bio ; ▪ Eau minérale ; ▪ Eau gazeuse ; ▪ Soda ; ▪ Soda light ; ▪ Au moins 8 variétés différentes. <p><i>Les boissons alcoolisées sont totalement prohibées.</i></p> <p>Sélection au choix de friandises/snacking :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Barres céréales, chocolatées ▪ Gâteaux ▪ Confiseries ▪ Chips ▪ Sandwich (type triangle) ▪ Salades en boîte...

Distributeurs de boissons fraîches	<p>Sélection au choix de boissons fraîches en canettes et/ou en bouteilles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Jus de fruits 100% fruits ▪ Eau minérale, ▪ Eau gazeuse ▪ Soda ▪ Soda light
Distributeurs de confiseries, snacking	<p>Sélection au choix de friandises/snacking :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Barres céréales, chocolatées ; ▪ Gâteaux ▪ Confiseries ▪ Chips ▪ Sandwich ▪ Salades en boîte...
Fontaines à eau	<p>Les fontaines à eau seront en libre-service. Elles seront installées et entretenues par le prestataire à titre gracieux. Aucun frais de location ne pourra être facturé à la CCI.</p> <p>Elles devront proposer au minimum eau froide, eau tempérée et eau chaude.</p>
Machines à café à grains 50 tasses	<p>Machines avec réservoir à grain et à eau pouvant servir jusqu'à 50 tasses sans avoir besoin d'être rechargées. - Facile d'entretien.</p> <p>Peut servir 2 cafés simultanément avec possibilité de choisir entre plusieurs types (café long ou court).</p> <p>Absence de moyen de paiement.</p> <p>Affichage graphique avec icones ou écran tactile.</p> <p>Esthétique « haut de gamme ».</p>
Machines à boissons chaudes à grains fixe à poser sur meuble	<p>Machines avec réservoir à grain et à branchement sur réseau d'eau pouvant servir jusqu'à 200 tasses sans avoir besoin d'être rechargés.</p> <p>Facile d'entretien, elles doivent être entretenues lors de la venue sur site pour le réassort des autres distributeurs.</p> <p>Le meuble sera à fournir.</p> <p>L'appareil devra également pouvoir proposer du chocolat et du lait et pouvoir ainsi choisir entre plusieurs types de boissons.</p> <p>Avec moyens de paiement par clé et CB. Affichage graphique avec icones ou écran tactile. Esthétique « haut de gamme »</p>

Lot 2

Distributeurs de produits frais (de type frigo connecté)	<p>Sélection au choix de produits frais, de production locale de préférence.</p> <p>Chaque jour au moins un menu (entrée, plat, dessert) 100% bio et/ou végétarien ainsi qu'un menu « classique » au minimum devront être proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plats ▪ Sandwiches ▪ Salades ▪ Possibilité repas complets (entrée, plat, dessert). <p>Les menus doivent régulièrement varier.</p>
--	---

Dans son offre le candidat devra proposer une liste de produits pour chaque type de distributeur. La CCI se réserve le droit de refuser un produit, sans justification. Dans ce cas, le prestataire devra être en mesure de proposer des produits de remplacement au choix de la CCI.

1.2 Réassort et rotation des références

Les modalités de réassort sont directement liées aux conditions d'exploitation et aux volumes réels de consommation.

Le bénéficiaire de l'autorisation met tout en œuvre afin d'assurer une disponibilité permanente des produits. Il s'astreint à une obligation de maintien d'un bon niveau de stocks.

Le bénéficiaire de l'autorisation tient compte du caractère saisonnier dans la rotation des produits.

1.3 Qualité des produits

La CCIPN portera une attention sur la qualité et la variété des produits proposés.

Un affichage particulier des produits présentant des qualités nutritionnelles répondant aux objectifs généraux de santé publique sera prise en compte.

Le bénéficiaire de l'autorisation propose au moins un produit d'origine 100 % biologique ainsi qu'un produit végétarien par typologie de produit (snacking, plats etc...).

Il s'engage à proposer, dans la mesure du possible, certains produits sans gluten, sans lactose, sans gélatine de porc et à limiter les produits contenant de l'huile de palme. Tous ces produits font l'objet d'un affichage particulier.

Le bénéficiaire de l'autorisation limite la proportion de produits gras, sucrés et salés.

ARTICLE 5 – POLITIQUE TARIFAIRE ET MODES DE PAIEMENT

5.1 Tarifs

Les tarifs des produits seront ceux indiqués par le bénéficiaire de l'autorisation dans son cadre de réponse financier.

Les distributeurs étant pour partie destinés à être utilisés par des étudiants, la CCIPN demande au bénéficiaire de l'autorisation de tenir compte de leur budget limité dans la pratique de ses prix et dans les modalités de leur ajustement.

5.2 Clés de paiement et tarifs préférentiels

Le prestataire remettra à titre gracieux 300 dispositifs de paiement destinés au personnel CCI et occupants à l'année des différents sites. Ces dispositifs prendront la forme de clés magnétiques.

Ces clés de paiement permettront de bénéficier de tarifs préférentiels et devront être utilisables sur l'ensemble des distributeurs des sites. Ces clés devront être remises au service Moyens Généraux de la CCI avant le début de la prestation, contre récépissé.

Ainsi, l'utilisation de la clé de paiement fournie par le prestataire donnera lieu à une réduction obligatoire **minimale** de 10% sur les produits suivants :

- Boissons chaudes sans gobelet ;
- Boissons chaudes avec gobelet ;
- Boissons fraîches ;
- Confiserie et snacking ;

Indépendamment des 300 clefs remises à titre gracieux, à minima un distributeur par site devra avoir la capacité de fournir des clefs de paiement. Le montant d'une clef devra être précisé dans l'offre du candidat, mais ne pourra en tout état de cause être supérieur à 4 euros TTC / clef.

5.3 Ajustement des tarifs

5.3.1 Modalités d'évolution et d'ajustement des prix

Les prix proposés seront fixes pendant une durée de 1 an.

Par la suite, les prix pourront être réévalués à chaque date anniversaire. Cette réévaluation n'étant pas automatique, elle est conditionnée à l'instauration d'une négociation avec la CCI.

Pour ce faire, l'Occupant devra transmettre les nouveaux tarifs à la CCI deux mois avant la date anniversaire de la convention. En cas d'absence de réponse de la CCI avant la date anniversaire de la convention, les prix seront réputés être acceptés tacitement.

En cas d'absence d'accord entre l'Occupant et la CCI avant la survenance de la date anniversaire de la convention, les prix demeureront inchangés.

5.3.2 Circonstances économiques particulières

En cas de circonstances économiques particulières et dûment justifiées (par exemple, une inflation significative ou une augmentation substantielle des coûts des matières premières ou de l'énergie), le bénéficiaire de l'autorisation pourra soumettre à la CCIPN une demande d'ajustement de la grille tarifaire. Cette demande devra être accompagnée de justificatifs pertinents tels que des indices officiels ou des factures.

La CCIPN examinera attentivement la demande du bénéficiaire et pourra, le cas échéant, accepter un ajustement des prix. Toute modification de la grille tarifaire devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Les augmentations de prix seront plafonnées selon le pourcentage fixé par le titulaire dans son offre et, en tout état de cause, ne pourront être supérieures à une hausse de plus de 10 centimes d'euro par produit.

Si les circonstances économiques sont si particulières et exceptionnelles que ce plafond conduit le bénéficiaire à vendre à perte, les parties se rencontreront pour examiner ensemble les solutions envisageables (par exemple une dérogation au plafond, une modification des produits et références proposées, fin de la convention sans indemnité).

Le bénéficiaire aura la possibilité de diminuer ses prix à tout moment, après simple information de la CCIPN.

5.4 Modes de paiement proposés

Le bénéficiaire s'engage à équiper tous les distributeurs automatiques de systèmes permettant les modes de paiement suivants :

- Carte bancaire : Les distributeurs accepteront les paiements par carte bancaire, y compris les cartes sans contact ;
- Applications de paiement mobile ;
- Clefs de paiement – sauf pour le lot 2 ;
- Monnaie (pièces) – sauf pour le lot 2 ;
- Cartes restaurant – uniquement pour le lot 2 uniquement.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA REDEVANCE

6.1 Redevance annuelle

Le bénéficiaire de l'autorisation s'acquittera d'une redevance d'occupation du domaine public auprès de la CCIPN. Cette redevance prendra la forme d'une part variable qui devra être acquittée trimestriellement.

La part variable correspond à un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par l'exploitation des distributeurs automatiques. Ce pourcentage est celui proposé par le Bénéficiaire dans son offre.

Justification du montant de la redevance :

Afin de justifier le montant de la redevance, le bénéficiaire de l'autorisation fournira trimestriellement à la CCIPN, au plus tard un mois après la fin de chaque trimestre d'exploitation (à partir de la date de notification de la convention ou de son anniversaire) :

- **Un relevé trimestriel des ventes** : Le relevé des paiements par carte bancaire ou badge fourni par la banque du Bénéficiaire, pour l'ensemble des distributeurs installés.
- **Le détail du chiffre d'affaires** : Une note détaillant le chiffre d'affaires réalisé pour chaque catégorie de produits et pour chaque appareil.
- **Un rapport d'activité** présentant les problèmes rencontrés, les solutions mises en œuvre et les résultats obtenus, ainsi que les éventuelles propositions d'ajustements relatives aux tarifs ou aux emplacements des distributeurs.

Ces justificatifs doivent-être envoyés au référent CCIPN identifié lors de la notification de la présente convention. Pour cette transmission, le titulaire mettra en œuvre les mesures de transparence prévues dans son offre.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la CCIPN se réserve le droit d'appliquer immédiatement les pénalités pour non-transmission prévues à l'article 7, et ce à compter du jour suivant l'expiration du délai.

6.2 Modalités de règlement de la redevance

Le règlement de la redevance intervient après réception des pièces prévues à l'article précédent.

Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à régler la redevance, au plus tard dans un délai de trente (30) jours, par virement bancaire à l'ordre du Trésorier de la CCI Portes de Normandie, après présentation d'un titre de recette émise par la CCIPN faisant référence à la présente convention.

La facture sera établie en un exemplaire original.

Si le bénéficiaire de l'autorisation estime que le montant indiqué sur le titre de recette n'est pas conforme aux conditions contractuelles, il devra par courrier ou courriel adresser sa réclamation la CCIPN, appuyée de tous justificatifs qu'il juge nécessaire, avant l'écoulement du délai de paiement de 30 jours.

Dans l'hypothèse où la réclamation n'est pas transmise dans ce délai, le bénéficiaire de l'autorisation reste tenu de s'acquitter du paiement de la redevance dans les 30 jours qui suivent la réception du titre de recettes. Le traitement de sa réclamation aura lieu même dans ce dernier cas.

Les coordonnées bancaires de la CCIPN, qui sont utilisées par le bénéficiaire de l'autorisation pour le versement de la redevance, sont les suivantes :

- Numéro SIRET : 13002179300018

6.3 Retard de paiement de la redevance

Si le bénéficiaire de l'autorisation, 30 jours après réception de la facture n'a pas payé tout ou partie de la redevance due au titre de la présente convention, il sera de plein droit redevable, sans mise en demeure préalable, d'intérêts moratoires calculés sur le montant de la somme due, à compter du jour suivant la date d'exigibilité de la redevance jusqu'au jour du paiement effectif.

Le taux d'intérêt est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le bénéficiaire sera redevable de plein droit, sans mise en demeure préalable, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 50 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, la CCIPN pourra demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

La CCIPN informera le bénéficiaire du montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire dus par mise en demeure. Ces sommes seront payables dans un délai de 45 jours à compter de la réception de cette mise en demeure.

À défaut de paiement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire dans le délai de 45 jours susvisé, la CCIPN pourra, après mise en demeure restée infructueuse pendant 15 jours, résilier la présente convention pour faute grave du bénéficiaire, sans préjudice de tous autres droits et recours.

Dans un tel cas, la redevance correspondante aux périodes d'occupation réelle, les intérêts moratoires et toutes les pénalités resteront dues. La CCIPN émettra un titre exécutoire par l'intermédiaire de son comptable public afin de recouvrer les sommes dues au titre de la redevance, des pénalités de retard et des frais éventuels de recouvrement. De même, la CCIPN se réserve le droit de mettre en œuvre toute action notamment judiciaire en vue du recouvrement de la redevance due.

En cas de résiliation de la convention pour retard de paiement, le Bénéficiaire devra libérer les lieux sans délai et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 7 – PENALITES

L'application des pénalités est sans incidence pour le droit de la CCIPN de prendre d'autres mesures en cas de manquements de la part du bénéficiaire, notamment celles prévues à l'article 9.5 de la présente convention.

Les pénalités infligées au titre du présent contrat ne pourront excéder un montant total cumulé correspondant à 5000 €. Au-delà de cette limite, la CCIPN se réserve le droit de résilier le contrat pour faute grave.

7.1 Pénalités pour travail dissimulé

Si le bénéficiaire de l'autorisation ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, la CCIPN applique après mise en demeure préalable restée sans effet une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du chiffre d'affaires réalisé au titre de la présente AOT.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. Si l'ampleur du manquement du bénéficiaire de l'autorisation entraîne un montant excédant ce montant, la CCIPN se réserve le droit de résilier pour faute la convention.

7.2 Pénalités de retard en cas de dysfonctionnement

En cas de signalement d'un dysfonctionnement d'un ou plusieurs distributeurs, le bénéficiaire de l'autorisation doit intervenir dans un délai de 24 heures. Tout retard d'intervention peut faire l'objet d'une pénalité de 50 euros par tranche de 24 heures de retard.

En cas d'immobilisation pressentie de plus de 3 jours ouvrés, le bénéficiaire de l'autorisation doit procéder au remplacement temporaire du matériel défectueux par un distributeur équivalent, ou à un remplacement définitif si besoin. Passé ce délai de 3 jours d'indisponibilité, le bénéficiaire de l'autorisation peut faire l'objet d'une pénalité de 50 euros par tranche de 24 heures de retard.

7.3 Pénalités pour non-transmission de documents dans les délais

En cas de non-transmission d'un document requis, soit dans les délais prévus par la convention, soit dans ceux indiqués dans la demande de transmission adressée à l'Occupant, et après une relance sans effet de la CCIPN, le bénéficiaire de l'autorisation encourra une pénalité forfaitaire de 50 € HT par jour de retard.

En cas de non-transmission ou de transmission partielle des justifications de la part variable de la redevance, tel que prévu à l'article 6.1, cette absence de conformité sera considérée comme une faute pouvant entraîner la résiliation de la convention pour faute grave, si le retard dépasse une période de 15 jours. Cette mesure s'applique sans préjudice des pénalités journalières déjà encourues, qui resteront dues.

7.4 Autres pénalités

En cas d'approvisionnement partiel des produits sans justification, la CCIPN se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 50 euros après chaque constat contradictoire de manquement.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITES, OBLIGATIONS ET ASSURANCES

8.1 Responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation

Le personnel du bénéficiaire de l'autorisation reste en toutes circonstances sous son autorité hiérarchique et disciplinaire. A ce titre, le bénéficiaire de l'autorisation assume l'encadrement de son personnel. Il veille notamment à ce que ses salariés respectent les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables au sein des services dans lesquels ils sont amenés à intervenir.

Le bénéficiaire de l'autorisation assure en sa qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés.

Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à assumer la responsabilité pleine et entière de toute contravention constatée par les autorités administratives, soit dans la mise en vente des prestations objet de la convention, soit à l'occasion du paiement des impôts et à en dégager l'Autorité compétente.

Le bénéficiaire de l'autorisation usera avec le même soin que s'ils étaient sa propriété, des locaux, agencements, matériels et mobiliers mis à sa disposition.

8.2 Obligations du bénéficiaire de l'autorisation

Représentation du bénéficiaire de l'autorisation et obligations d'information relative au bénéficiaire de l'autorisation

Dès la notification de la convention, bénéficiaire de l'autorisation désigne la ou les personnes physiques habilitées à le représenter auprès de la CCIPN, pour les besoins de l'exécution de la convention.

Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du bénéficiaire de l'autorisation surviennent en cours de l'exécution de la convention, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de le notifier sans délai au gestionnaire du domaine public.

Obligation de conseil

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour la CCIPN. Dans l'hypothèse où le bénéficiaire de l'autorisation n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le bénéficiaire de l'autorisation est astreint, à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le bénéficiaire de l'autorisation est appelé à être force de proposition.

Obligation d'information

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de signaler à l'Autorité compétente tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la convention. Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à rester à la disposition de la CCIPN pendant toute la durée de l'exécution de la convention afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

Obligation de confidentialité

Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de la convention, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la CCIPN, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le bénéficiaire de l'autorisation, hors de la convention ou à l'issue de son exécution. Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Pour l'exécution de la convention, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. L'Autorité compétente peut demander, à tout moment, au bénéficiaire de l'autorisation, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation de l'obligation de confidentialité par le bénéficiaire de l'autorisation peut entraîner la résiliation de la convention.

8.3 Assurance

Le bénéficiaire de l'autorisation est responsable de tous les risques et litiges pouvant provenir de son activité et de ses appareils ; la responsabilité de l'Autorité compétente ne pourra donc être recherchée à ce titre.

Le bénéficiaire de l'autorisation sera entièrement responsable de la sécurité des personnes amenées à accéder pour son compte aux locaux concernés pendant les horaires qui lui seront attribués.

Le bénéficiaire de l'autorisation est responsable envers l'Autorité compétente pour toute dégradation de son domaine public résultant de son occupation.

Le bénéficiaire de l'autorisation souscrit à une assurance de responsabilité civile et de biens. Cette dernière devra couvrir :

- Tout risque d'empoisonnement et d'intoxication alimentaire pouvant survenir chez les consommateurs dans le cadre de l'activité du bénéficiaire de l'autorisation ;
- Tout accident ou sinistre dont le personnel du bénéficiaire de l'autorisation pourrait être victime sur les lieux et dans le cadre du travail ;
- Tout dégât imputable à le bénéficiaire de l'autorisation dans l'utilisation des biens dont ce dernier a la garde
- Tout risque d'incendie.
- Tous les risques locatifs, incendie, explosions, dégâts des eaux, vol par effraction, afférents aux locaux mis à sa disposition et à ses agencements, matériels et mobilier.

Le bénéficiaire de l'autorisation justifie de la souscription de telles assurances au plus tard au moment de la signature de la convention au référent achats.

Le bénéficiaire de l'autorisation s'oblige à souscrire toute autre assurance nécessaire à l'exercice de son activité.

Le bénéficiaire de l'autorisation est financièrement responsable vis-à-vis de son personnel, des organismes de sécurité sociale, des impôts, de ses fournisseurs ainsi que de tout tiers en général. La responsabilité de l'Autorité compétente ne pourra être recherchée en cas de vandalisme ou de vol à l'encontre des installations et distributeurs automatiques.

8.4 Propriété et obligations

Le bénéficiaire de l'autorisation conserve la pleine propriété des distributeurs automatiques.

Toute publicité pour un nom commercial dans les espaces occupés devra préalablement être agréée par la CCIPN qui devra être informé de tout accord éventuel conclu entre le bénéficiaire de l'autorisation et le propriétaire de cette marque.

8.5 En cas de manquements

En cas de violation d'une ou plusieurs obligations contractuelles la CCIPN met en demeure, sauf clause de la présente convention excluant expressément la mise en demeure, le bénéficiaire de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser la situation sous huitaine et de transmettre à l'Autorité compétente toute observation pouvant justifier lesdits manquements.

En l'absence de réponse ou de régularisation dans le délai imparti la CCIPN peut prendre les mesures suivantes, y compris de manière cumulative :

- Procéder d'office, aux frais et risques du bénéficiaire de l'autorisation, à l'exécution des mesures nécessaires pour mettre un terme aux manquements constatés ;
- Prononcer une astreinte de 100 € par jour de retard ;
- Exercer son pouvoir de résiliation unilatérale tel que prévu à l'article 14.2.2

Ces mesures ne font pas obstacle à l'application des pénalités prévues à l'article 7 de la présente convention. La CCIPN pourra les appliquer, cumulativement, successivement ou alternativement.

ARTICLE 9 – MODIFICATIONS

Les modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention sont définies d'un commun accord entre les parties, et feront l'objet d'avenant.

A ce titre, le nombre de distributeurs automatiques par catégorie fixé à l'article 2.3.1 de la présente convention peut évoluer à la baisse comme à la hausse.

La CCIPN sera disposée à examiner toute proposition de modification ou réajustement proposée par le bénéficiaire de l'autorisation, dès lors qu'elle serait objectivement justifiée (par exemple sur la base de chiffres d'exploitation).

En toute hypothèse, ces modifications ne donnent pas lieu à paiement d'indemnité au profit du bénéficiaire.

Nonobstant ce principe d'accord pour les modifications de la convention, la CCIPN pourra mettre en œuvre son pouvoir général de modification unilatérale pour motif d'intérêt général, sans que cela ne nécessite un avenant.

La CCIPN se réserve aussi le droit de demander au bénéficiaire de l'autorisation le remplacement d'un appareil ancien ou vétuste ou pour avarie. Les délais et dates de remplacement seront convenus entre les deux parties, afin d'assurer dans les meilleurs délais la qualité de services attendue.

ARTICLE 10 – FIN DE LA CONVENTION

La convention prend fin de plein droit à l'expiration du délai prévu à l'article 1.3. Cette convention pourra aussi prendre fin de manière anticipée dans les différents cas de résiliation ci-dessous.

La résiliation de la convention ou sa fin normale emporte révocation de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Si la convention prend fin en cours d'année, le bénéficiaire devra s'acquitter de la redevance correspondant à la période d'occupation effective et non encore payée, calculée comme suit :

- **Part variable** : Le bénéficiaire fournira, dans un délai de 15 jours suivant la fin de la convention, les éléments justificatifs du chiffre d'affaires réalisé jusqu'à la date de résiliation. La part variable sera ensuite calculée au prorata de l'année, en appliquant le pourcentage défini par le bénéficiaire dans son offre au chiffre d'affaires réalisé pendant la période d'occupation. En l'absence de transmission des justificatifs dans les délais fixés, la CCIPN se réserve le droit d'estimer la part variable en fonction des chiffres d'affaires des périodes précédentes.

Les redevances dues incluent également les intérêts moratoires et toute pénalité appliquée jusqu'à la date de résiliation effective. À défaut de paiement intégral de ces sommes, la CCIPN se réserve le droit d'émettre un titre exécutoire pour recouvrer les montants restants, ainsi que de prendre toute action légale appropriée.

10.1 Résiliation conventionnelle de la convention

Une résiliation anticipée de la convention sans indemnité pourra être demandée par chacune des parties, à tout moment.

Dans l'éventualité où l'une des parties souhaiterait demander cette résiliation, elle en informe l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, 45 jours ouvrés avant que ne prenne effectivement effet cette résiliation.

Aucune des parties ne peut prétendre dans ce cas à aucune indemnité sauf le paiement des redevances dues pour la durée d'exécution de la convention et non encore réglées à la date de la résiliation.

10.2 Résiliation unilatérale de la convention

10.2.1 Résiliation sans faute

La présente convention sera résiliée de plein droit sans mise en demeure par la CCIPN dans les cas suivants :

- Tout motif d'intérêt général ;
- Force majeure ;
- Dissolution de la société occupante ;
- Cessation par le bénéficiaire de l'autorisation pour quelque motif que ce soit de son activité ;
- Condamnation pénale du bénéficiaire de l'autorisation le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité ;
- Infraction à la réglementation applicable à l'activité du bénéficiaire de l'autorisation, par exception après mise en demeure restée sans effet pendant le délai d'un mois sauf s'il s'agit d'une infraction touchant à la sécurité des personnes auquel cas aucun délai ne s'applique ;
- Refus, retrait ou non renouvellement des autorisations administratives ou réglementaires nécessaires à l'exercice de son activité.

Le bénéficiaire de l'autorisation est notifié de cette résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'assurer une date certaine de réception

Aucune des parties ne peut prétendre dans ce cas à aucune indemnité. Toutefois le bénéficiaire de l'autorisation devra payer à la CCIPN la part des redevances dues pour la durée d'exécution de la convention et non encore réglées à la date de la résiliation.

10.2.2 Résiliation pour faute contractuelle

La CCIPN pourra résilier la convention à titre de sanction, en cas de manquement grave ou répété du bénéficiaire de l'autorisation à ses obligations.

La circonstance que la CCIPN a déjà fait usage de l'une des mesures prévues à l'article 8.5 à la suite d'une mise en demeure restée sans suite, est sans incidence sur son droit d'user du présent pouvoir de résiliation, notamment lorsque les précédentes mesures n'ont pas suffi à mettre fin aux manquements.

Le bénéficiaire de l'autorisation est notifié de cette résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune autre formalité ni indemnité et sans préjudice des sommes qui pourraient lui rester dues. La résiliation prend donc effet à compter de la date de réception du courrier par le bénéficiaire de l'autorisation.

10.3 Retrait des distributeurs

Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à retirer le(s) distributeur(s) à ses frais dans les trente jours suivants la date de prise d'effet de résiliation de la convention, ou la date d'arrivée à terme de la convention.

Un état des lieux contradictoire sera réalisé avant l'enlèvement de chaque distributeur.

Les enlèvements des distributeurs doivent être programmés en lien avec les services d'exploitation la CCIPN. Le bénéficiaire de l'autorisation est donc tenu de transmettre à la CCIPN, le planning d'enlèvement de ses équipements.

Cette transmission doit se faire au plus tard quinze jours ouvrés avant la date d'arrivée à terme de la convention, ou au plus tard sept jours après la date de prise d'effet de résiliation de la convention.

En cas de maintien dans les lieux, ou de non remise en état conformément aux termes de la convention, le bénéficiaire de l'autorisation sera d'une part tenu de payer à la CCIPN, sans mise en demeure préalable et si la CCIPN l'exige, une indemnité d'occupation par jour de retard égale, selon **l'hypothèse**, au double du montant de la redevance journalière prévue (fixe et additionnelle), ou au montant des travaux que la CCIPN aura dû engager en lieux et place de le bénéficiaire de l'autorisation pour les remettre en état (les factures lui seront présentées).

Toutes contestations seront réglées à dire d'expert désigné d'un commun accord par les parties. L'estimation sera faite sans appel, ni recours, les frais d'expertise étant supportés par le bénéficiaire de l'autorisation.

D'autre part, la CCIPN pourra faire procéder à un constat de l'occupation illégale par un commissaire de justice, et pourra ensuite saisir le tribunal administratif d'une action en expulsion sous astreinte du domaine public les frais engendrés par la procédure seront à la charge du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution de la présente convention.

En premier recours, il peut être fait appel au médiateur des entreprises :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

Tribunal Administratif de Rouen

53, avenue Flaubert – BP 51 – 76005 ROUEN Cedex 1

Tél : 02.35.58.35.00 - Télécopie : 02.35.58.35.03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Site internet : <http://rouen.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 12 – ACCEPTATION DE L’OFFRE – SIGNATURE DE L’ACHETEUR



Pour la CCI Portes de Normandie,
Le Représentant de l’acheteur,